

## DANGEREUSES DÉRIVES

### SOMMAIRE

#### Édito

#### Maison du Monde

La revue Altermondes innove

Un fonds de dotation :  
pour quoi faire ?

Acquisitions du centre de doc

Adieu à Elio Cohen-Boulakia

#### Méditerranée

Répression syndicale à

SEA LATElec à Fouchana, Tunisie

Liberté pour Marwan Barghouti

Poème pour Ahmed le Gazoui

#### Droits humains

Communiqué de la LDH sur les

expulsions des gens du voyage

Campagne « IHG hors du Tibet ».

Interview de la présidente de La  
Cimade

#### Courrier des lecteurs

A la rencontre de Moussa Ag Assarig

#### Peuples Solidaires

Agrocarburants : on maintient la  
pression !

#### Café de l'actu

Coup d'Etat au Chili,

"Histoire d'une trahison"

#### Agenda

#### Aux croisements du monde

Précarités/Solidarités

#### La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509 , Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-78-55-00

Fax : 01-60-78-55-33

Email : [contact@maisondumonde.org](mailto:contact@maisondumonde.org)

site web : [maisondumonde.org](http://maisondumonde.org)

Imprimé par nos soins

### édito

Trop, c'est trop ! On se croirait revenu au temps des zoos humains, avec les moqueries animalières à l'encontre de la ministre de la Justice, Christiane Taubira, comparée publiquement à une « guenon » plusieurs fois en octobre et, le 12 novembre, par l'hebdomadaire Minute. Elles rappellent l'époque pas si lointaine, celle de l'exposition universelle de 1931, au moment de l'apogée de l'empire colonial français qui célébrait la supériorité de la civilisation occidentale sur tous les sauvages de la brousse exhibés comme des singes dans leurs cages. En s'attaquant à elle, Minute et ses supporters s'attaquent aussi au symbole qu'elle est devenue. Femme de conviction et de très grande culture, qui honore la France, elle est à l'origine de la loi Taubira de 2001, qui reconnaît, comme loi mémorielle, le crime contre l'humanité des traites négrières et de l'esclavage. C'est aussi elle qui a défendu devant le Parlement le projet de loi sur le mariage homosexuel. Cependant, si elle est une cible très exposée, combien d'autres, moins célèbres, le sont de plus en plus ouvertement, qu'ils soient Noirs, Maghébins, Roms, étrangers en général.

On assiste en effet à une banalisation de la parole raciste. Mais pourquoi ? D'où vient cette dérive ? On accuse volontiers la crise. Elle y est certainement pour quelque chose. Mais elle a aussi bon dos. Ce n'est pas elle qui a poussé les agresseurs d'Ibrahima Dia, dans la France profonde de Sarlat en mai dernier (Cf son témoignage dans le précédent numéro) à le traiter de « sale négro, sale bougnoule, sale pédé, sale Antillais » avant de le frapper. En fait, c'est le discours politique qui a changé. Il semble lointain le temps -30 ans, c'est pourtant peu- où

le président Mitterrand recevait solennellement les responsables de la Marche des Beurs. A l'époque, le discours dominant, c'était celui de l'intégration. Aujourd'hui, c'est celui de l'identité nationale, du tout sécuritaire, du rejet de « populations (les Roms) qui ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres » et qui « ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie », selon le ministre de l'Intérieur, contre qui le MRAP vient de porter plainte pour provocation à la haine raciale. Et la lamentable affaire Léonarda a permis à Jean-François Copé de s'engouffrer dans la brèche en proposant une remise en question du droit du sol.

De dérives en dérives, voilà où on en arrive quand on ne reste pas ferme sur les principes et valeurs qui fondent la République. Si on veut une société civile respectueuse de ces valeurs, il faut donc d'abord que l'Etat soit exemplaire. A la Maison du Monde, où nous hébergeons les sections locales de la Ligue des Droits de l'Homme et d'Amnesty International et où, depuis 30 ans, nous luttons contre le racisme, la xénophobie et les discriminations, nous nous réjouissons que le Premier ministre ait saisi la justice contre Minute. Mais surtout nous attendons de tous nos politiques qu'ils ne flattent pas une opinion prête à entendre des discours xénophobes, mais qu'ils se prononcent chaque fois clairement et sans délai contre de telles dérives, quel qu'en soit le coût électoral. En particulier, nous demandons au président de la République qu'il profite de l'indignation à droite comme à gauche à la suite des propos de Minute pour marquer un coup d'arrêt par un geste fort : qu'il tienne sa promesse de campagne électorale de supprimer le mot « race » de la Constitution.

### évènement

#### Le Mois des 3 Mondes

programme dans le précédent numéro de La Lettre ou sur le site web de la Maison du Monde

### café de l'actu

Mardi 3 décembre

de 18h30 à 20h30 à la Maison du Monde

#### Les marchandes de rue vietnamiennes

avec Gia Thai Phang et Myriam Heilbron voir page 10

# LA REVUE ALTERMONDES INNOVE, ELLE DEVIENDRA UNE COOPERATIVE EN 2014. PREMIERE DU GENRE DANS LE SECTEUR DE LA PRESSE

La revue Altermondes, dont notre fédération Ritimo est co-éditeur, est un média de référence sur les thèmes des migrations, commerce équitable, paix et conflits, tourisme responsable, sciences citoyennes, humanitaire, solidarité internationale...

Altermondes se prépare à vivre trois grandes évolutions :

- après un nouveau formatage, une mise en kiosque dès fin mai 2014,
- le lancement d'un site internet d'information,
- une nouvelle structure éditrice sous la forme d'une coopérative, une SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) qui permet d'associer autour du même projet des acteurs multiples : associations, salariés, bénévoles, usagers, collectivités publiques, particuliers.

Pour que ce projet d'évolution voie jour, Altermondes a besoin d'appui. Notre fédération Ritimo accompagnera cette transformation en devenant sociétaire de la future SCIC. Peuples

Solidaires, notre autre fédération a manifesté également son vif intérêt.

La participation financière à la SCIC pour les structures étant très élevée, la Maison du Monde ne pourra malheureusement soutenir financièrement ce projet citoyen. Elle vous invite donc, si ce projet vous intéresse à devenir vous-même sociétaire à titre individuel ou au titre de votre structure.

Montant de la part d'entrée à la Coopérative :

- structure : 3000 €
- professionnels de l'information et des médias : 300 € par personne
- lectrices/lecteurs : 150€ par personne
- personne physique ou morale ne se retrouvant pas dans les catégories ci-dessus : 1500 € par personne/structure

L'assemblée générale constitutive de la SCIC aura lieu fin février 2014.

## UN FONDS DE DOTATION : POUR QUOI FAIRE ?

Créé par la loi de modernisation de l'économie, art.140-14 du 4 août 2008, et décret du 13 février 2009, le « fonds de dotation » est une association à but non lucratif, qui reçoit et gère les biens et les dons de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit.

Notre fonds de dotation « Solidarité Pour un Développement Humain » a été créé en décembre 2009 par 3 associations de l'Essonne (SoliCités – France Equateur – Maison du Monde), auxquelles s'est jointe l'association Mouvement SOL.

Notre fonds de dotation peut recevoir des dons, donations et legs. Il relève à ce titre de la défiscalisation, qui permet aux donateurs de déduire du montant de l'impôt 66% du don pour les particuliers et 60% pour les entreprises.

Le « fonds de dotation » utilise les revenus ainsi constitués pour financer la réalisation de ses œuvres ou missions d'intérêt général, ou pour assister une autre association à but non lucratif dans l'accomplissement de ses œuvres et missions d'intérêt général.

En ces temps de diminution des subventions par nos différents partenaires institutionnels, vous pouvez contribuer à la pérennité de la Maison Du Monde, soutenir et développer ses actions par un geste militant : un don.

*Vous pouvez payer en ligne grâce au site web*

*<http://solidaritedeveloppementhumain.org> ou envoyer votre chèque à la Maison du Monde d'Evry, à l'ordre de SDH, avant le 31 décembre pour bénéficier de la réduction d'impôt en 2014.*

La Maison du Monde

## ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

*octobre 2013*

« **Amnesty international – rapport 2013 : la situation des droits humains dans le monde** »

AMNESTY INTERNATIONAL – livre – 2013

« **Assises départementales de l'habitat et du logement : agir ensemble contre la crise du logement** »

CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE – fascicule – 2013

Résumé : « *De tous les biens fondamentaux reconnus comme un droit, le logement est sans doute le plus difficile à faire valoir. Le Département de l'Essonne assure non seulement l'accès et le maintien dans le logement, mais s'engage aussi dans l'effort national de construction et de réhabilitation. Ce cahier met en perspective les débats des Assises organisées en novembre 2012, et les réponses apportées depuis par le Conseil général. Il témoigne aussi de la mobilisation de tous les acteurs concernés – locataires, associations, collectivités, État, bailleurs, entreprises – pour améliorer les conditions d'habitat.* »

« **Femmes-Hommes, l'égalité en action** »

ALTERNATIVES ECONOMIQUES – livre – 2013

« **Les enfants des rues : de la prise en charge individuelle à la mise en place de politiques sociales** »

AFD et SAMUSOCIAL INTERNATIONAL – périodique (Savoirs communs n°12) – 2011

« **Pauvreté et environnement : conjuguer les trajectoires** »

AFD et INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT – périodique (Savoirs communs n°13) – 2012

« **L'économie sociale et solidaire, un atout pour la coopération décentralisée** »

AFD et ARENE – périodique (Savoirs communs n°14) – 2013

« **Petit guide pour comprendre les politiques migratoires européennes** »

CIMADE – fascicule – 2013

# ADIEU ELIO

Difficile de penser, d'imaginer que nous ne le verrons plus, nous ne l'entendrons plus, nous ne le lirons plus.

Les qualités humaines d'Elio Cohen Boulakia étaient multiples et exceptionnelles : amour de la vie insatiable, curiosité de tout, écoute et attention à tous.

Tous ceux qui ont eu la chance de travailler avec lui ont pu mesurer l'étendue immense de son savoir.

Echanger avec lui sur la Tunisie, son pays d'origine qu'il aimait tant, où vit encore une partie de sa famille, était une occasion d'entrer dans la connaissance riche et rare des événements qui agitent le pays aujourd'hui.

Elio était une source constante d'information et de réflexion sur tout ce qui se passe sur les rives de la Méditerranée dans chaque pays, quels que soient ses particularismes, son histoire, ses problèmes passés ou présents.

Elio incarnait la culture méditerranéenne plurielle et si riche.

Grâce à ses appartenances méditerranéennes et à sa vaste culture il fut pour nous un maître à penser même si, dans sa grande modestie, il ne se considérait pas du tout comme tel. Il vivait et faisait vivre la diversité des approches philosophiques, religieuses et politiques comme des occasions d'être plus humains. Il connaissait de façon approfondie la Bible, le Talmud, la Thora, le Coran et l'écouter en parler était un cadeau pour l'esprit.

Bien qu'il fût athée, personne mieux que lui n'était capable de faire comprendre ce que les trois religions monothéistes ont de richesses communes avec l'humanisme des lumières :

Il pouvait alors montrer de façon limpide comment et pourquoi les intégrismes de chacune d'entre elles étaient une même négation de tout ce que l'humanité peut attendre de positif d'une démarche spirituelle ou philosophique éclairée.

La première partie de sa vie professionnelle fut celle d'un enseignant d'histoire et géographie en Tunisie.

Après son installation en France, il fut à l'IAURP (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne) qui a

préparé la mise en place des villes nouvelles, puis à l'EPEVRY où il participa très activement au développement de la ville nouvelle d'Evry.

Au-delà de son activité professionnelle, son implication sur la ville a montré son intérêt constant pour les étrangers venus vivre à Evry :



Pendant plusieurs années, il a animé avec son épouse Lucie, des groupes de parole à la maison de quartier des Aunettes avec des femmes et des jeunes pour échanger et partager sur les questions d'éducation, de conditions de vie au quotidien.

Récemment il est intervenu dans un atelier sur la laïcité organisé par l'association Génération femmes pour son public.

Participant régulièrement aux activités de la Maison du Monde, il avait été à l'origine de la motion votée lors de l'assemblée générale de mars 2006 qui demandait aux parlementaires de l'Essonne de s'opposer au projet de loi qui a durci le code d'entrée et de séjour des étrangers et des demandeurs d'asile (CESEDA) préparé par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur (voir la lettre n° 98).

Plus récemment, il avait participé activement au cycle des réunions de réflexion sur le devenir de la maison du Monde ; de retour du forum social mondial de Tunis auquel il avait participé comme représentant du Cercle Gaston Crémieux, il nous avait donné ses impressions sur la situation en Tunisie lors du "café de l'actu" du mois d'avril 2013. Enfin, il s'était beaucoup investi dans les activités du Collectif Méditerranée.

Elio partageait sans cesse, avec d'autres "méditerranéens", les expériences du

passé et du présent dans la continuité de son investissement militant à Coup de Soleil puis à Soleil en Essonne.

Lucie, son épouse, a été sa compagne de tous les instants dans toutes ces activités.

Elio nous a quittés brusquement mais, même si c'est difficile, nous souhaitons continuer, avec Lucie, si elle le souhaite et dès qu'elle le pourra, les activités vécues avec lui en essayant de rester fidèles à ce qu'il nous a transmis de si fort sur la façon de chercher à bien vivre ensemble avec nos différences.

Le recueil des textes qu'il a écrits sur ces activités serait un outil essentiel pour y arriver.

Anne-Marie et François Vaillé

## ÊTRE ET AVOIR ÉTÉ UN JUIF TUNISIEN

Ce texte d'Elio a été lu lors de la cérémonie au cimetière.

« Devenu français à l'âge de trente ans, en 1964, j'ai été, je suis un juif tunisien. Pourquoi d'abord juif avant d'être tunisien ? C'est le regard des autres, y compris lorsqu'il semblait dénué du moindre racisme, qui a toujours fait de moi, en Tunisie, d'abord un juif. C'est aussi en raison de la vigueur du lien communautaire. Débordant largement de la sphère du religieux, ce lien se caractérisait par un affichage social délibéré. Aussi était-il parfois bien difficile de tenter de vivre sa judéité sur un mode laïque. Je suis issu d'une famille modeste qui a lentement accédé au niveau de la classe moyenne. Je garde de l'éducation que j'ai reçue une croyance forte dans les vertus du travail, dans la possibilité d'une émancipation sociale par le savoir. Une morale exigeante, d'essence religieuse, mettant en avant l'esprit de tolérance, le souci du respect et de l'écoute de l'autre, tout particulièrement des plus démunis. Mon père, habituellement enclin à l'indulgence, condamnait le comportement de ceux qui, boursoufflés par leur vanité, ne prêtaient pas attention aux humbles. »

## Répression syndicale à SEA LATElec à Fouchana – Tunisie

La société SEA LATElec est filiale à 100 % du groupe Latécoère, fournisseur majeur d'Airbus. LATElec fournit du câblage aéronautique, dont le principal client est Airbus, mais aussi Eurocopter, une autre société du groupe EADS, et Dassault Aviation.

L'usine de LATElec à Fouchana, dans la banlieue de Tunis, a été fondée en 2006. La raison majeure d'implantation de LATElec en Tunisie était les très bas salaires tunisiens ainsi que le cadre légal particulièrement favorable aux entreprises étrangères en termes de terrain, de dégrèvement d'impôts pendant 10 ans et de rapatriement des bénéficiaires. De plus, comme les salariés de cette usine sont des femmes à 90 %, LATElec espérait pouvoir profiter d'une main-d'œuvre docile et sous-payée.

Le 18 mars 2011, les salariés de l'usine se sont organisés en fondant un syndicat affilié à l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail) dans l'usine, jusqu'alors privée de représentation syndicale. Le syndicat obtient des augmentations de salaire et des améliorations des conditions de travail et, au bout d'un an, 420 sur les 450 salariés à LATElec Fouchana y sont syndiqués. Le syndicat monte également un projet de reclassification professionnelle des employés, en prenant en compte et en

valorisant leurs qualifications et l'objet de leur travail. Il réclame aussi l'embauche directe par LATElec des 200 « contractuels » (intérimaires). Malgré les tentatives de la direction de LATElec de corrompre les responsables du syndicat (classification comme cadre et... voiture de fonction), l'accord est signé en avril 2012, et a comme résultat l'augmentation du salaire moyen de 103 € à 202 € par mois (le « SMIC » tunisien est de 143 €).

Pour en finir avec un syndicat qui défend efficacement les droits des salariés, la direction de LATElec procède à la création d'un « syndicat maison », composé du personnel encadrant. Puis elle prive les responsables syndicales d'accès à leur lieu de travail, ce qui déclenche une grève de soutien spontanée de la part de la majorité des salariés. Fin octobre la grève est terminée avec la signature d'un accord, mais les salariés, de retour à l'usine, constatent qu'elle a été vidée des outils de travail, des composants des câbles et de la production stockée. La direction de LATElec a lockouté et transféré la production aux sites français, le temps de se débarrasser du syndicat UGTT.

Depuis lors, tous les 200 salariés contractuels ont vu leur contrat non renouvelé, et des salariés en CDI ont été licenciés, notamment les élues du syndicat : Sonia Jebali, secrétaire, Monia

Dridi, secrétaire adjointe, Rim Sboui, déléguée, et 7 autres personnes. Les salariées licenciées ont lancé une procédure en justice, en commençant par l'Inspection du Travail, qui a rendu un avis défavorable à leur licenciement. Contrairement à la France, l'avis de l'Inspection du Travail tunisienne est juste consultatif. Elles sont actuellement en lutte pour l'annulation de leur licenciement et leur réintégration à l'usine.

Les syndicats CGT Latécoère et Airbus, en tant que syndicat du principal client de LATElec, tout en étant opposée aux délocalisations effectuées dans un objectif de dumping social, dénoncent ce cas flagrant de répression syndicale, et l'empêchement des salariés de LATElec Fouchana à s'organiser en syndicat pour défendre leurs droits. Nous déclarons notre solidarité avec les salariés de LATElec Tunisie en lutte pour faire respecter leurs droits syndicaux, comme nous sommes solidaires avec les luttes pour le progrès social et le respect des droits des travailleurs partout dans le monde.

Syndicat UFICT-CGT Airbus SAS  
Syndicat CGT Airbus Operations Toulouse  
Syndicat CGT Latécoère  
Union des Syndicats de la Métallurgie CGT 31

## Communiqué de l'AFPS : LIBERTÉ POUR MARWAN BARGHOUTI ET TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS !

Depuis Robben Island, la prison historique où fut enfermé Nelson Mandela, Ahmed Khadr, son compagnon de captivité pendant 26 ans, vient de lancer solennellement, aux côtés de Fadwa Barghouti, de responsables de toutes les organisations palestiniennes de droits de l'homme, et avec l'appui de Prix Nobel des cinq continents, la Campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti.

Marwan Barghouti, figure emblématique de la résistance palestinienne, condamné à cinq peines de prison à perpétuité et emprisonné en Israël depuis plus de onze

ans, Marwan Barghouti, qui aux côtés de ses compagnons de captivité de toutes tendances, d'Ahmed Saadat à Aziz Dweik, a initié et permis l'appel des prisonniers à l'unité nationale. Appel qui reste aujourd'hui une exigence politique majeure des Palestiniens.

Derrière celui qui reste en titre le président du groupe d'amitié France-Palestine au Conseil législatif palestinien, c'est l'ensemble des presque 5000 prisonniers politiques palestiniens qui se pressent et demandent justice.

Dans cette campagne, comme nous l'avons assuré publiquement à Fadwa Barghouti son épouse le 15 septembre,

l'AFPS prendra toute sa place. Avec le souci de rassembler largement les femmes et les hommes épris de liberté et de justice, au-delà de leurs sensibilités politiques.

Notre Association qui depuis plus d'un an a contribué à briser le mur du silence à travers la campagne de parrainage des prisonniers palestiniens, s'engagera de toutes ses forces dans la Campagne pour Marwan.

Ensemble saisissons-nous des paroles du Chant des Partisans « C'est nous qui brisons les barreaux des prisons pour nos frères. » !

<http://www.france-palestine.org/Liberte-pour-Marwan-Barghouti>  
Bureau national de l'AFPS

# AHMED, LE GAZAOUI !

*Ce poème est un hommage à Ahmed, un jeune Gazaoui du camp de Jabalya, tué par des balles israéliennes en pleine trêve.*

Une douce matinée printanière  
réveille le camp de réfugiés.  
Les premières lueurs de l'aube  
bleue, les gazouillis d'oiseaux  
Le petit matin trace un trait rouge  
qui s'étire sur la ligne de l'horizon.  
Maison aux murs de pierres  
millénaires.

L'odeur généreuse du café noir de sa  
mère  
Mélangé au Parfum doux de  
la cardamome

Le réveille.

Ahmed ouvre l'étroite fenêtre, il  
observe

Les premières fraîcheurs  
annonciatrices du matin.

Quinze longues années de  
précarité, d'attente, de vie entre  
parenthèses,  
Réfugiés à moins de cent  
kilomètres de son village d'origine,  
Quinze longues années à subir  
davantage de restrictions et  
d'humiliations,

Les ultimes larmes de son cœur,  
puisées dans les tréfonds de son  
malheur.

Des années que ça dure.

Les yeux d'Ahmed sont hypnotisés  
par ces adversaires  
insaisissables

Ils s'engouffrent dans la pièce  
étroite partagée avec tant de ses  
frères

Loin des désillusions et de la  
fatalité qui s'installent dans

L'esprit collectif des réfugiés.

Seule la flamme de l'espoir l'a  
maintenu en vie

Un rayon du soleil réchauffe  
l'atmosphère fraîche de la matinée,

En attendant des jours meilleurs,

Espoir réduit en poussière.

Dans une impasse étroite du  
camp,

Les immeubles disgracieux des  
quartiers alentours,  
Entassés les uns contre les autres,  
Des rues et des maisons entières  
englouties

Par des monstres affamés,  
Entouré d'une infranchissable  
barrière métallique de sécurité,  
Hérissée de miradors

L'armée a créé un gigantesque no  
man's land de plusieurs centaines  
de mètres.

Il se dirige vers les ruelles du camp  
Sous les regards brûlants des  
martyrs

Figés dans leur héroïque éternité  
Sur les grandes affiches qui  
surplombent les rues.

Agé de quinze ans, il est devenu  
adulte d'un seul coup  
Brusquement, sans transition,  
Eloigné des habitudes  
d'adolescent.

En fait, on grandit vite en  
Palestine.

Un silence parfait, cristallin,  
étouffant, envahit les alentours.  
Il prend dans sa main moite la  
main malingre de sa mère.

Il voit les longs nuages de  
poussières soulevés par  
Les déplacements des blindés  
israéliens.

Des coups de feu crépitent au loin  
Un gigantesque bulldozer vient de  
commencer sa macabre besogne :  
Ecraser l'olivier, le symbole de la  
paix,

Le déraciner, le renverser,  
l'étouffer et l'enterrer

Le désespoir est à son comble.

Les murs et les fenêtres tremblent  
un instant.

Ses yeux vagabondent vers les  
citronniers et les oliviers du jardin

Touchés par les tirs.  
Ces arbres s'accrochent  
Aux bras de leurs racines  
Comme le nouveau-né  
Au ventre maternel.

Son cœur est transpercé d'une fine  
pointe d'angoisse,  
Angoisse de plus en plus  
oppressante.

Les soldats postés dans les  
miradors ouvrent le feu.

Ahmed est déjà par terre  
Son sang transperce l'abîme  
Victime d'un sniper qui vide toutes  
les balles

De son chargeur dans le corps  
inerte de l'adolescent,  
Sans raison et sans précipitation,  
Avec la précision d'un horloger.  
Un corps ravagé, déchiqueté,  
outragé

Par la haine d'un barbare  
Caché derrière un mirador dans  
son mans s'land.

Un sifflement strident qui  
s'atténue...

Il esquisse un sourire  
Confusion des sens,  
Valse de souvenirs,  
Tourbillons d'émotions,  
Des heures au parfum d'infini  
Il lève les yeux au ciel.

Quelle honte et quelle lâcheté !  
Dix balles pour abattre une simple  
branche d'olivier,

Pour tuer un jeune innocent,  
Pour anéantir une fleur de jasmin  
Une plante de lumière !

La lumière de la vie,  
La lumière de Gaza,  
La lumière de la Palestine,  
La lumière de la paix !  
La lumière de l'espoir.

Ziad Medoukh

# LA FRANCE CONDAMNÉE PAR LA CEDH POUR LES EXPULSIONS DES GENS DU VOYAGE

**Cette condamnation de la France par la Cour européenne concerne aussi les expulsions de familles Roms.**

Dans un arrêt du 17 octobre 2013, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné la France pour violation de l'article 8 (droit à la vie privée et familiale, et droit à un domicile) de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, à propos d'expulsions de familles du voyage. La Ligue des droits de l'Homme se réjouit de pouvoir disposer, dans son action, d'une telle jurisprudence.

Au-delà des faits de l'espèce, la Cour rappelle que la perte d'un logement est une des atteintes les plus graves au droit au respect de

la vie privée et familiale et du domicile, droit fondamental pour garantir à l'individu la jouissance effective des autres droits fondamentaux qui lui sont reconnus. Son importance cruciale pour l'identité de la personne, l'autodétermination de celle-ci, son intégrité physique et morale, le maintien de ses relations sociales ainsi que la stabilité et la sécurité de sa position au sein de la société oblige l'Etat à des actions positives de relogement, lorsque l'expulsion s'avère absolument nécessaire.

Comme le souligne la Cour, des textes internationaux ou adoptés dans le cadre du Conseil de

l'Europe insistent sur la nécessité, en cas d'expulsions forcées de Roms et Gens du voyage, de leur fournir un relogement. Leur vulnérabilité implique d'accorder une attention spéciale à leurs besoins et à leur mode de vie propre.

Cet arrêt porte condamnation des pratiques passées et actuelles de l'Etat en la matière. Celles-ci, faites au mépris des engagements internationaux et européens de la France, doivent immédiatement cesser. La LDH saura utiliser, autant que de besoin, un arrêt dont elle espère que le gouvernement français prendra toute la mesure.

## CAMPAGNE « IHG HORS DU TIBET »

### UNE OCCUPATION INTÉGRALE DEPUIS 1950

tal Hotels Group (IHG), propriétaire des hôtels Holiday Inn, est en train d'ouvrir un hôtel de luxe à Lhasa, capitale du Tibet. L'Intercontinental Resort Lhasa Paradise sera une aire de jeux pour les riches au coeur d'une nation opprimée.

Intercontinental va se servir de l'image d'un pays de paix, de pureté et de spiritualité, mais après plus de 60 ans d'occupation militaire par la plus grande dictature du monde, le Tibet n'est pas un « paradis ».

### AU TIBET, SE BATTRE POUR SES DROITS PEUT ENTRAÎNER VOTRE MORT.

L'opposition au régime chinois est réprimée. Des manifestants pacifiques ont été tués par balle. Les prisonniers sont torturés. Les Tibétains sont molestés et arrêtés pour avoir des chants ou

photographies « séparatistes » dans leurs téléphones portables. Le drapeau tibétain est interdit. Depuis 2011, plus de 100 Tibétains et Tibétaines se sont immolés par le feu pour protester contre l'occupation et le régime chinois. Pourquoi voudrait-on construire un hôtel de luxe là-bas ?

L'hôtel d'Intercontinental ne bénéficiera pas aux Tibétains : le Tibet est saigné à blanc et le business au Tibet profite à la Chine. Les autorités chinoises ont multiplié les flux migratoires de Chinois et imposé le mandarin comme langage du business et de l'éducation. Les colons chinois en lien avec les autorités obtiennent les meilleurs postes et sont souvent mieux payés que les Tibétains à travail équivalent.

Ce projet d'hôtel dépend du PCC. Intercontinental ouvrira ses portes aux touristes et dignitaires chinois

pour ses bénéficiaires. Les Tibétains feront la vaisselle... s'ils sont chanceux.

### HÔTES INDÉSIRABLES

La présence d'Intercontinental au Tibet comme « destination de vacances et partie de la Chine » et non un pays occupé où la répression y est « sévère » selon différentes instances internationales. Les Tibétains, craignant pour leur liberté et leurs vies, ne peuvent se plaindre de discriminations et d'exploitations ou de l'impact de cet hôtel sur leur combat pour la liberté.

Intercontinental n'a pas à tirer profit de la tyrannie !

Rejoignez le boycott d'Intercontinental Hôtels et soutenez la campagne « IHG hors du Tibet ».  
Vive le Tibet Libre.

L'Equipe d'Etudiants pour un Tibet Libre

# « UNE POLITIQUE D'HOSPITALITÉ PEUT SE CONSTRUIRE PAR ÉTAPES »

Interview de Geneviève Jacques, présidente de la CIMADE

ENTRETIEN - Très critique vis-à-vis de la politique de la France et de l'Europe, Geneviève Jacques, invite les responsables et les citoyens à changer de regard sur nos voisins du Sud.

## Quelle réflexion vous inspire l'affaire Léonarda ?

G. J. : C'est l'illustration choquante d'une politique de reconduite à la frontière de familles dont les enfants sont scolarisés. Certes, la mesure prise respecte la légalité mais est-ce légitime au regard des droits fondamentaux ?

La famille de Léonarda, à travers un parcours chaotique, avait manifesté son désir d'intégration en France en scolarisant ses enfants pour qu'ils aient une chance de s'en sortir. Quel meilleur gage de confiance dans les institutions de ce pays ? Il s'en fallait de quelques mois pour que soit atteint le cap des cinq ans en France permettant la régularisation des familles dont les enfants sont scolarisés !

Enfin, la proposition de François Hollande – le retour en France de Léonarda seule sans sa famille – est particulièrement incompréhensible. Comment accepter le retour de cette enfant de 15 ans seule, en contravention à la convention internationale des droits de l'enfant qui stipule que tout mineur a droit de vivre avec sa famille ?

## Que pensez-vous de l'interdiction des arrestations d'enfants au sein des écoles ?

G. J. C'est le minimum ! Mais cela ne règle pas le problème des expulsions de familles dont les enfants sont scolarisés. Que les arrestations se fassent hors de l'enceinte scolaire évite un traumatisme supplémentaire mais elles n'empêchent pas les expulsions.

Une politique « juste et humaine » devrait favoriser la stabilisation du séjour de tous ceux qui manifestent une volonté d'intégration. Or, la

politique d'immigration de l'actuel gouvernement reste dans la même logique sécuritaire plutôt que dans une logique d'accueil et d'intégration des étrangers.

Le discours n'est pas le même. Mais, de fait, c'est toujours la loi, durcie considérablement pendant l'ère Sarkozy, qui s'applique. Quelques mesures positives ont été prises par circulaires et pas dans la loi : rétablissement d'un droit au séjour des étudiants, interdiction « en principe » d'enfermement des familles en centre de rétention (pas toujours respecté en Métropole).

Préparant une réforme de la loi sur le séjour et l'asile, le gouvernement consulte beaucoup depuis un an. Mais, jusqu'à présent, on ne voit pas se dessiner une refonte en profondeur de la politique d'immigration, pourtant indispensable et urgente.

## Quelles nouvelles perspectives préconisez-vous pour la politique migratoire ?

G. J. Il faut en finir avec l'approche sécuritaire et frileuse qui considère migrants et demandeurs d'asile comme des dangers potentiels. Les migrations internationales, les brassages de population sont des réalités incontournables de notre monde globalisé.

C'est cela que les politiques devraient intégrer intelligemment, en mettant l'accent sur les facilités de mobilité, sur des possibilités de séjour légal qui favorisent l'intégration citoyenne, sur le devoir de protection des hommes et des femmes contraints de quitter leur pays pour survivre.

À la Cimade, nous appelons à « inventer une politique d'hospitalité » : c'est un objectif à long terme, mais

qui peut se construire par étapes. Jusque dans les années 1970, la France accordait le statut de réfugié à 80 % des demandeurs d'asile. Aujourd'hui, elle en refuse 80 %.

La Convention de Genève sur les réfugiés est interprétée de façon de plus en plus restrictive pour celles et ceux qui subissent des conflits internes, la misère, l'absence d'avenir. Comme les Syriens, Érythréens, Somaliens qui prennent le risque de s'embarquer sur des bateaux de fortune, car ils n'ont aucune protection au sud de la Méditerranée.

Choqués par les drames des morts en mer, les pays européens viennent de décider, non pas d'accueillir ces réfugiés, mais d'accroître les moyens de surveillance en mer. Or, surveiller n'est pas veiller sur, surtout si l'objectif est de les renvoyer dans les pays qu'ils fuient ! Combien de drames pourraient être évités si les États européens reconnaissaient un « droit à la mobilité » de leurs voisins du Sud, avec une politique de visas de longue durée permettant entrées multiples et allers-retours.

Cela suppose surtout que nous apprenions à changer de regard sur les « étrangers » pour échapper à l'avenir mortifère d'un continent enfermé dans ses peurs. Construisons des ponts entre les peuples au lieu de nous acharner à construire des murs, meurtriers et inefficaces.

Cela n'est pas une affaire de naïfs irréalistes. Nous ne pouvons continuer dans cette voie du refus de l'accueil sauf à brader les idéaux qui nous portent.

# À LA RENCONTRE DE MOUSSA AG ASSARID LE NOMADE HUMANISTE

Ce mardi 14 novembre, la bibliothèque Condorcet de Bondoufle était presque trop petite pour accueillir les chanceux qui ont pu écouter, émus et enchantés, Moussa Ag Assarid, de la grande famille des Touaregs.

Ce peuple légendaire et insolite, d'origine berbère, garde en lui une substance rare, "celle de l'homme qui veut rester libre". Dotés d'une langue, le Tamachek, et de l'un des rares alphabets africains, le Tifinagh, les Touaregs s'accrochent à leur liberté en affrontant, chaque matin, sans toujours y arriver, un horizon qui passe par l'Algérie, le Burkina Faso, la Lybie, la Mauritanie, le Mali et le Niger.



courrier des lecteurs

Né vers 1975 dans une famille de nomades, quelque part entre Gao et Tombouctou, au milieu des chèvres, des moutons et des chameaux, moyen de subsistance essentiel des Touaregs, Moussa mène jusqu'à l'âge de dix ans cette existence pastorale dans sa tribu avec son frère, ses deux soeurs et une saga de cousins. La mort accidentelle de sa mère va interrompre son statut d'enfant mais contribuer avec deux autres événements à l'aider à regarder la vie "de bas en haut." Des journalistes français, en visite inopinée, lui offrent un exemplaire du "Petit Prince" auquel il s'identifie, "le sable et pleins d'étoiles dans les yeux". Ce cadeau sera déterminant dans sa décision d'aller à l'école, choix souvent difficile à faire admettre dans une communauté où la survie de tous dépend de l'utilité de chacun : "à chaque étape, on apprend à servir". Au désert, on est adulte à quatorze ans !

Le père de Moussa le laissera partir pour l'école et plus tard aussi son frère Ibrahim, qui deviendra... directeur d'école !! Aller à l'école, ça veut dire chez les Touaregs quitter pour des mois le milieu familial dont on reste sans nouvelle, survivre avec des petits boulots en affrontant toutes les injustices frappant particulièrement les faibles (les enfants et les vieux). Il obtiendra son BEPC en 1990.

La chance va sourire à Moussa en lui faisant croiser la route des "Amis d'Angers", d'un jumelage Angers-Bamako qui va aussi lui permettre d'améliorer son

français. Cette rencontre va être déterminante : muni de son bac, il obtient un visa pour la France en 1999 avec l'aide du maire d'Angers qui lui trouvera un job comme gardien de déchèterie. Et il lui a fallu s'adapter ! Deux choses le surprennent : les Français râlent tout le temps et on veut toujours aller plus vite !! Ce qui lui fait préférer la vie à la campagne "où l'on se ressource".

Moussa trace sa route, à travers les petits boulots : il s'attaque à la gestion à l'université de Montpellier tout en conservant un contact privilégié avec les enfants à qui il fait découvrir des contes touaregs dans les centres aérés.

Avec son frère Ibrahim, il va créer "l'Ecole des sables" qui accueille les enfants nomades envers et contre toutes les difficultés, dont celles liées aux conflits armés : "La vie m'inspire mais pas la guerre". Moussa reste cependant optimiste (et non pas fataliste) : "un des miracles, un des charmes du désert, c'est la rencontre inattendue, insolite" comme celle du Petit Prince !

Par ailleurs, Moussa se défend de certains amalgames : "Il n'y a pas que des Touaregs dans le désert", où la règle d'or de "rendre service" reste immuable, d'où le proverbe : "Fais d'abord boire ton ennemi et bats-toi après". A la suite de l'indépendance du Mali en 1960, les Touaregs revendiquent la leur en 1963, l'Azawad, dans une confrontation qui sera durement réprimée. L'histoire du chameau favori de son père, convoité par un gendarme, qui l'accusera de vol suite au refus de lui céder l'animal, renforcera Moussa dans sa lutte contre les injustices et les abus de pouvoir.

Un des motifs de mécontentement des Touaregs demeure le mode d'imposition (sans service particulier en compensation) basé sur un système de fractions de tribus (500 personnes) où le chef de fraction a seul la responsabilité de faire payer l'impôt et ce dans tous les pays où circulent les Touaregs, particulièrement au Mali et au Niger. Il en a résulté des révoltes qu'on ne saurait assimiler aux activités terroristes.

Trois millions de Touaregs dont 1 million au Mali, tentent de préserver un mode de vie menacé par une seule alternative : se sédentariser ou mourir. Il resterait à ce jour environ 80% de Touaregs nomades.

En dehors des risques de sécheresse ou de guerre, le territoire de "survie" (eau, pâturages) est de 200km et le rattachement à un chef-lieu de commune ne présente aucun avantage, contribuant seulement à appuyer la sédentarisation.

Les femmes ont un rôle fondamental dans la société touarègue où, curieusement, ce sont les hommes qui sont voilés. Particulièrement libres dans leur vie familiale, elles sont souvent en première ligne dans les conflits où l'intérêt touareg est menacé pour rappeler à tous avec dignité l'Ashok, soit le respect des règles humaines permettant de vivre avec les autres en bonne intelligence.

Moussa Ag Assarid est parfaitement conscient des enjeux que représente l'Afrique et, en l'occurrence, le Mali, avec tous les risques liés aux appétits des multinationales qui risquent de modifier la géopolitique de l'Afrique aux dépens des Africains eux-mêmes. Gageons qu'il reste un éveil ou un sursaut des consciences pour que les Touaregs ne soient pas réduits à la seule étymologie de leur ethnie : "Abandonnés de Dieu".

Jean-François Monod



A lire absolument de Moussa Ag Assarid :  
- "Y a pas d'embouteillage dans le désert"  
Ed. Presses de la Renaissance  
- "Enfants des sables, une école chez les Touaregs" Ed. La loupe

# AGROCARBURANTS : ON MAINTIENT LA PRESSION !

Après les votes au sein des commissions environnement et industrie du Parlement européen en juin et juillet, la proposition de réforme de la politique européenne en matière d'agrocarburants a été votée en plénière le 11 septembre dernier. Peuples Solidaires a lancé deux actions en ligne pour tenter d'influencer ces votes. Malgré une très bonne mobilisation des militant-e-s, les résultats, bien que non surprenants, restent décevants : un plafond d'incorporation des agrocarburants à 6% (contre 5% proposé par la Commission en octobre 2012 et 5,5% proposé par la commission environnement) et une prise en compte très limitée des émissions de gaz à effet de serre liées à la conversion des sols. Cela signifie que les impacts catastrophiques des politiques de soutien aux agrocarburants

industriels sur la sécurité alimentaire mondiale et l'environnement vont encore s'aggraver. La balle est maintenant dans le camp du Conseil et donc des Etats membres. La Présidence lithuanienne du Conseil a fait une proposition catastrophique (plafond à 7% notamment) que la France, selon des documents confidentiels que les ONG françaises se sont procurées, soutient. Pour influencer la position du gouvernement français, Peuples Solidaires et d'autres ONG françaises ont rencontré les ministères de l'agriculture, de l'environnement et du développement et continueront leur travail de plaidoyer durant le Comité pour la Sécurité Alimentaire mondial à Rome où la question des agrocarburants sera débattue en présence des ministres français. La marge de manœuvre est mince, le combat loin d'être gagné, mais la

pression ne retombera pas !

Et de la pression, nous leur en avons mis ! Nous avons en effet pour objectif de sensibiliser un maximum de monde afin de renforcer la mobilisation publique. Près de 500 courriers ont ainsi été signés par les festivaliers en juin dernier aux Solidays et en septembre à la Fête de l'Humanité. Courriers que nous avons remis ensuite aux eurodéputé-e-s ciblé-e-s.

L'objectif était aussi celui d'attirer l'attention des médias par l'organisation d'actions devant le Parlement européen de Bruxelles, mais aussi devant celui de Strasbourg (photo). Merci au groupe Voyage et Partage de Nancy pour son appui !

Fruits de Palabres N° 48  
Octobre 2013

peuples solidaires

## APPEL DU COMITE DE SOUTIEN À IBRAHIMA DIA EVRYEN VICTIME DE VIOLENCES ET INJURES RACISTES

Le 14 janvier 2014, aura lieu le procès de ses agresseurs à Bergerac

Nous appelons tous les citoyens convaincus que de tels actes doivent être punis sévèrement à venir exprimer leur soutien à Ibrahima lors d'une

### Rencontre publique et conviviale

**Vendredi 10 janvier 2014 à 19h30**

#### Maison des Syndicats

Place des Terrasses de l'Agora à Evry

avec la participation de la chanteuse Martine Platel, du MRAP

Ibrahima témoignera des faits, le comité de soutien qui s'est réuni régulièrement jusqu'à présent expliquera comment il a organisé la solidarité autour de lui, et nous pourrions débattre autour d'un buffet.

Membres du comité de soutien à ce jour: ATTAC Centre Essonne, ATTAC Nord Essonne, CNT Solidarité Ouvrière, la FASE, Fédération SUD Education, Fédération SUD Santé Sociaux, FSU 91, Gauche Unitaire 91 (GU), Ligue des Droits de l'Homme (LDH 91), La Maison du Monde d'Evry, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA 91), Parti Communiste Français (PCF), Parti de Gauche (PG) EVRY, Solidaires 91, Solidaires Justice, SUD Education 91, SUD Santé-Sociaux 91, Sud SFR, SUD PTT 24, SUD PTT 84, SUD PTT 91, Union Solidaires Transport (UST Evry), SUD Santé-APHP, RESF 91, MRAP Essonne, ...

# « HISTOIRE D'UNE TRAHISON » :

C'est dans le cadre du Mois des 3 Mondes que ce café de l'actu s'est délocalisé au Théâtre de l'Agora, mercredi 6 novembre, en lien avec le spectacle « El año en que naci », de Lola Arias, programmé par le Théâtre les 5 et 6



pour son accueil, excusé l'absence de plusieurs personnes dont la présidente Myriam Heilbronn et invité les participants à acheter le livre de Sergio qui le dédicacerait après le spectacle. →

novembre. La parole a été donnée à **Sergio Zamora**, Chilien devenu habitant d'Evry après avoir fui la dictature de Pinochet, qui vient de publier ce livre pour le 40ème anniversaire du coup d'Etat. En l'accueillant avec la trentaine de personnes présentes, Christophe Blandin-Estournet, le nouveau directeur, a tenu à dire combien il était heureux de pouvoir travailler au plus près des gens, il a rappelé son intention de continuer à ouvrir le théâtre aux initiatives locales, à les valoriser, à l'exemple de ce café de l'actu. Anne-Sophie Desvergée, chargée des relations avec le public, a resitué cette initiative à la fois dans le cadre de la pièce de Lola Arias et dans celui du Mois des 3 Mondes bien qu'il ne commence officiellement que le samedi 16 novembre. Michel Chesseron, membre du CA de la Maison du Monde, a remercié le Théâtre

## Présentation du spectacle «El año en que naci» dans le flyer de présentation du café de l'actu :

« ... Le 11 septembre 1973, le coup d'Etat militaire du général Pinochet renversait le gouvernement Salvador Allende. 40 ans plus tard, l'Argentine Lola Arias met en scène les vies de onze jeunes comédiens chiliens nés entre 1971 et 1989. Ensemble, ils reconstruisent la jeunesse de leurs parents à partir de photos, cartes, bandes enregistrées, vêtements usés, histoires contées, souvenirs estompés... La pièce oscille entre fiction et réalité, entre deux générations actrices et témoins de l'histoire. Un spectacle sur la nécessité de faire mémoire qui nous concerne tous. Malgré l'oubli. »

## Café de l'actu

# Mois Des 3 Mondes

Au Vietnam, plus particulièrement à Hanoi, on les croise souvent portant un panier de chaque côté, suspendu aux extrémités d'un bâton qui s'appuie sur la nuque et les épaules. On appelle cela un palanche.

Avec un sourire parfois emprunt de lassitude, ces femmes vous proposent une noix de coco, de la nourriture, du poisson frais, des légumes, des fruits ou quelques souvenirs comme des cartes découpées finement ou des fleurs, toujours à des prix dérisoires à l'échelle de notre porte monnaie de touristes.

Mais au-delà de ce qu'elles vendent, quels secrets se cachent derrière les visages contrastés de ces paysannes que souvent rien ne prédestinait à cette vie dans la rue parfois très loin de leur village et de leur famille...

Ces questions ont été soulevées par un groupe de collégiens américains du « Connecticut collège » à l'origine de ce court métrage dans le cadre d'un projet scolaire en lien avec le musée des femmes du Vietnam de Hanoi.

**Rencontre avec de Gia Thai Pham et Myriam Heilbronn  
autour d'un apéro bio et équitable.**

Entrée libre

**Lieu de l'événement :** Maison du Monde

509 Patio des Terrasses

RER-D Evry-Courcouronnes

Tél: 01.60.77.21.56.



« **HAN RONG : les  
marchandes de rues  
vietnamiennes** »

Réalisé par:  
**Rolf Jensen**

**Mardi 3 Décembre  
2013**

Entre 18h30 et

20h30

18h30 : Apéro bio équitable

19h00 : Débat

# 11 septembre 1973 : Coup d'Etat au Chili »

Après son récit autobiographique « Sept heures entre les mains de la DINA » écrit il y a vingt ans, « Histoire d'une trahison » est le deuxième livre de Sergio sur le coup d'Etat. Il a voulu faire une synthèse des nombreuses informations qui sortent abondamment depuis 10 ans et que les Chiliens sont maintenant prêts à recevoir.

Il n'est retourné au Chili que deux fois : en 2000 à l'occasion de la mort de son père et en 2006 quand il s'est rendu pour participer au procès contre Pinochet des survivants du centre de torture « Villa Grimaldi ». Dans ces voyages il s'était rendu compte que seuls les victimes des sévices et les militants des droits de l'Homme savaient ce qui s'était réellement passé, mais pas les autres : ce qui y était un comble pour un pays qui a connu 4000 morts et 110 000 personnes torturées. Pendant des années, les gens ont eu peur de parler. Le choc traumatique provoqué par la torture, les souffrances, l'isolement avaient eu pour conséquences la perte de la mémoire et des repères, tant chez les individus que dans la société. Il y avait eu aussi le choc économique, avec les Chicago boys, ces économistes chiliens des années 1970, formés à l'Université de Chicago et influencés par Friedman. Ceux qui ont participé avaient fait le mauvais choix et les victimes vivaient dans le déni. Il fallait oublier. Même les amis de Sergio lui avaient reproché d'avoir publié son témoignage.

Alors, pourquoi ce climat nouveau aujourd'hui contre l'oubli ? Le déclin a été l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998. Mais cela avait

commencé en 1988 quand Pinochet a perdu le référendum qui devait le maintenir au pouvoir jusqu'en 1997. Et, depuis 2011, les jeunes qui, au départ, manifestaient chaque mois contre le système éducatif hérité de Pinochet, le plus cher du monde, pour réclamer la gratuité, ont élargi leurs revendications à la santé, au logement ou aux salaires, et maintenant exigent des explications sur le coup d'Etat. Jamais il n'y a eu autant de manifestations, les jeunes ont la fringale de savoir.

Sergio a compris qu'il fallait combler ces lacunes de la mémoire, répondre à ces demandes des jeunes. C'est surtout en pensant à eux qu'il s'est lancé dans l'écriture de l'histoire des 40 dernières années au Chili. Pour ce faire, il a bénéficié de la déclassification de beaucoup d'archives, qui prouvent l'importance de l'implication de la CIA et de la DIA au Chili bien avant, pendant et après le coup d'Etat. Il y a eu tout un travail d'infiltration vers les militaires, les médias, les partis politiques, l'Eglise, les syndicats, des sommes folles ont été dépensées, en particulier pour la campagne d'Eduardo Frei en 1964, puis, vainement, pour empêcher l'élection de Salvador Allende en 1970. Peu après, un coup d'Etat préparé par Nixon a échoué.

Sergio s'est arrêté sur deux chapitres de son livre à propos de la sécurité nationale et de l'Ecole des Amériques. Cette Ecole existait depuis les années 55-56, époque de l'existence des deux Blocs, le Bloc communiste et celui du « monde libre » : des officiers des Etats-Unis prodiguaient des cours aux officiers américains pour

lutter contre le communisme sur tout le continent américain, en particulier par l'apprentissage de la torture. 60 000 officiers sont passés par cette Ecole, qui a contribué au renversement des régimes élus démocratiquement dans tout le continent. Parallèlement, depuis 1954, l'université de Chicago, avec Milton Friedman, invitait des étudiants chiliens pour recevoir l'enseignement de l'économie néolibérale. 150 l'ont fréquentée. Ce n'est donc pas un hasard si cette économie a remplacé le projet de l'Unité populaire.

Sergio a terminé son intervention en parlant de la véritable personnalité de Pinochet. Chef d'état-major des armées depuis un mois, il n'avait pas été mis dans la confiance de la préparation du coup d'Etat. Mis au pied du mur, il a assumé, se présentant comme quelqu'un d'honnête. Cela s'est révélé complètement faux. C'était un homme d'argent qui s'est enrichi de façon éhontée, notamment par la captation de la fortune de gens assassinés, par des détournements d'argent qu'il déposait dans des dizaines de comptes et sa bibliothèque qui avait une valeur de 4 millions de dollars.

La rencontre s'est terminée par quelques questions sur la droite chilienne actuelle, sur l'éventualité en Europe de scénarios à la chilienne, sur l'effet de surprise sur la gauche chilienne préparé par les éléments infiltrés dont le spectacle se fait l'écho, ce qu'a contesté Sergio pour qui la gauche savait ce qui se tramait.

Michel Chesseron

## agenda

### 30ème Mois des 3 Mondes

voir programme dans La Lettre N° 175  
Flyers disponibles à la Maison du Monde

*Mardi 26 novembre,*

de 9h à 19h Salle du Conseil et des Mariages de la Mairie d'Evry

Journée d'information, de sensibilisation et d'échanges

" **Violences sexuelles et sexistes : comprendre pour mieux agir** "

Organisée par FIA 91 et La Voix des Jeunes

*Mardi 3 décembre,*

à 18h30 **Café de l'actu** :

**Les marchandes de rues au Vietnam**

Avec Gia Thai Pham et Myriam Heilbronn

*Mardi 7 janvier,*

à 18h30 **Café de l'actu**

**Retour de mission en Equateur**

dans le cadre de l'émission de France 5  
« Echappée belle »

Avec Marcia Alvarez

*Jeudi 30 janvier*

à 19h à la Maison des Syndicats d'Evry

**QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?**

Contexte et enjeux géopolitiques du conflit

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	A	M	A	S		P	O	I	X
II	A	B	O	L	I	T	I	O	N	
III	C	O	N	V	E	N	T	I	O	N
IV	H	M		E	T	I		D	O	
V	A	I	N	O	U		E	M	O	I
VI	U	N		L	A	V		O	R	R
VII		A	N	E	M	I	Q	U	E	S
VIII	O	B	U	S		D	U	R		
IX	A	L	R		K	E	A	T	O	N
X	H	E	M	O	T	O	X	I	N	E
XI	U	S	I	N	E	S		S	U	S

**SOLUTION - Grille n°114**  
**Les armes chimiques**

## GRILLE N° 116

## Précarités / Solidarités

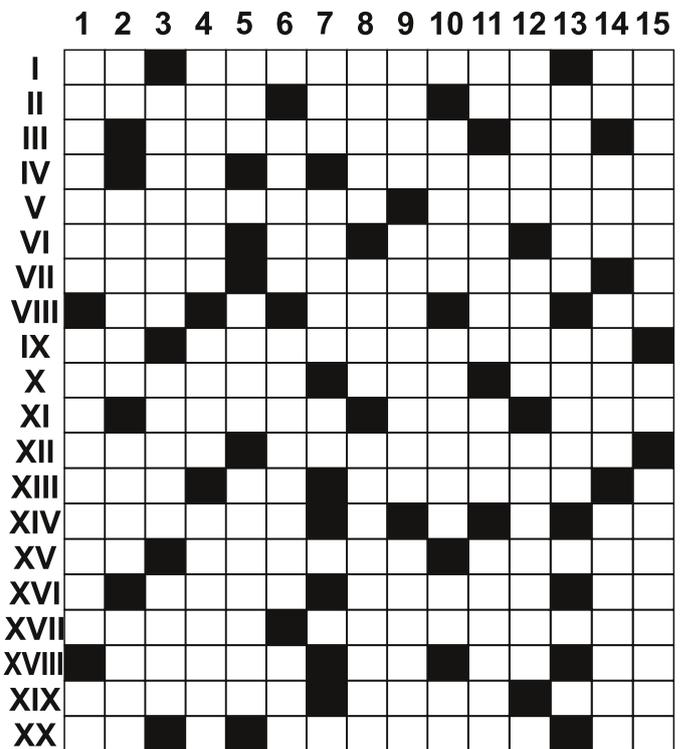
par Michel Chesseron

## Horizontalement

**I.** Au cœur de la précarité. La précarité est au cœur de la «nature» humaine puisque rien ni personne n'est immortel. Au cœur de la solidarité.  
**II.** Précarité qui caractérise le «manque d'argent». Sigle d'une association sportive de l'université d'Evry. La majorité des habitants de cette «région sub-saharienne» vit dans une précarité qui n'est pas qu'économique. **III.** Vêtements de gens très démunis. Connus. **IV.** Les démunis ne roulent pas dessus. Comme tout «cancer», celui-ci met le malade dans une grande fragilité physique mais aussi psychologique. **V.** «Etat de crainte permanente» qui révèle une fragilité psychologique. La solidarité s'adresse à celui qui est dans cet «situation de manque». **VI.** Quand un pays n'est plus dans une «situation» de droit, tous les dérapages sont possibles. Ce «cube» symbolise l'aléatoire. Ce qui menace cet «élément», c'est la pollution. On attend de celui qui a un pouvoir qu'il s'en «serve» à bon escient. **VII.** La «colère» des indignés s'explique par la prise de conscience des énormes disparités. Sauf votre respect, pour sauver des banques on n'hésite pas à «plonger dans le caca» des peuples entiers. **VIII.** Article. Préposition. Début d'appauvrissement. Quand on est dans la précarité on peut devenir «champion» de la débrouille. **IX.** L'avenir de ce «paresseux» dans la forêt amazonienne est menacé comme la forêt elle-même. Les personnes «qui ont un amour ou un intérêt intenses» pour quelqu'un ou quelque chose sont prêtes à prendre des risques insensés. **X.** « Quand la terre tremble », la mort ne choisit pas ses victimes. Les habitants de cette «ville italienne du Haut Adige» vivent sous la menace précédente. Choisi ou non, ce « déracinement » est souvent un déchirement. **XI.** Quoi de plus précaire que le sort des habitants de ce «pays martyr du Levant» ? Ce genre d'«avortement» libère la femme mais n'est pas forcément sans risques. Mouvement de foule dans un stade. **XII.** Cet «empire eurasiatique» du XXe siècle s'est effondré comme un château de cartes. Quand on est solidaire, il ne faut pas attendre de «merci» sous peine d'être déçu. **XIII.** Cette «fédération syro-égyptienne» n'a pas fait long feu (1958-1961). Une «révolution» pacifique. Quand il s'agit d'un «cénacle», il est restreint et éphémère. **XIV.** Les lanceurs d'«alarme» sont souvent bien seuls pour dénoncer les pratiques de puissants lobbies. Article. **XV.** Négation. En quoi le fait de «se poser sur l'astre des nuit» a-t-il fait faire un grand pas pour l'humanité ? Ces «agressions sexuelles» sont de terribles armes de guerre qui fragilisent à vie leurs victimes. **XVI.** Fils de Dédale, il s'est tellement approché du soleil qu'il en a perdu ses ailes et même la dernière lettre de son nom. Cet «humoriste français» (1922-2006) n'a pas été admis parmi les Immortels malgré son Grand prix de l'Académie. Lettres de fragilité. **XVII.** Quand il s'agit d'une «machine» de guerre, c'est pour donner la mort. Une des fonctions de la solidarité est de créer ou de «rétablir» des liens avec des personnes qui ont besoin de soutien. **XVIII.** «Dégage !», ont dit les révoltés arabes à leurs dictateurs. Qu'y a-t-il de plus fragile qu'un nouveau-«venu» ? Article. Brillait sur l'Egypte au temps des pharaons. **XIX.** Napoléon a été imprudent de franchir cet important «fleuve d'Europe de l'Est», car au retour il y eut la Bérésina ! Une «défiance» qui fragilise son porteur. Un petit mot qui a tant d'importance aujourd'hui que notre mode de vie ne tient qu'à lui ! **XX.** C'est de cet «obscur village de Chaldée» que serait partie la grande aventure monothéiste. Nous n'avons pas d'autre choix que d'«accepter» notre fragilité. Doublée dans la précarité.

## Verticalement

**1.** Quand la situation est compromise, la précarité contraint à «chercher des solutions nouvelles». Ce système de «protection» sociale est une forme moderne de solidarité. Situation de celui qui vient au monde et de celui qui le quitte. **2.** «Ile de France» menacée par la montée du niveau des océans. Ce «pays d'Europe» connaîtra-t-il le sort de la Grèce et de l'Espagne ? Ce que fait l'indigné. Grâce au mouvement des droits civiques aux USA, la place de cet «homme aux racines africaines» a beaucoup évolué. **3.** Le «fait d'être sans travail» fragilise de plus en plus de gens



dans le monde. Le «moyen d'en sortir» n'est-il pas lié à un changement global de notre manière de vivre ? Celui qui tombe dans la grande précarité, c'est comme s'il tombait dans un «gouffre». **4.** Ce n'est pas l'«aumône» qu'attend ce dernier, mais la justice. Ces «spécialistes du mental» peuvent être d'un grand soutien pour ceux qui dépriment. Il n'y a pas qu'aux USA que cette «haine de l'autre» sévit. **5.** Lettres d'interconnection. Un «mari» démoli. Celui qui soutient les autres ne ressemble-t-il pas au «télamon» ? **6.** Une personne «disgracieuse» peut se sentir handicapée pour construire sa vie. Au temps des rois, le «noble», censé protéger les faibles, les tenait plutôt sous sa coupe. Ceux qui sortent de cette «grande école» n'ont pas à craindre pour leur avenir. **7.** «Association» qui défend les droits des sans-logis. «Avec lui va, tout s'en va», chante Léo Ferré. Fin d'infinif. **8.** Celui qui est «coupé des autres» aura moins de chance de s'en sortir. L'«araignée de mer» est à la merci du pêcheur. Les «accros» de la vie sont souvent imprévisibles. **9.** Sans «pognon», on est considéré comme moins que rien. Si jamais vous recevez un «météorite» sur la tête, adieu la vie ! Interconnectés avec le monde entier, nous sommes entrés dans l'ère du «laxis», source de solidarités nouvelles. **10.** Beaucoup de gens sont condamnés à «supporter en silence» leur situation de précarité. Notre vie peut être comparée à un «bâtiment» ballotté par les vagues des océans. Lettres de pauvreté et de révolte. Lettres de printemps. **11.** Certains disent qu'il n'y a pas de «problèmes» mais que des solutions ! Au sommet de sa gloire sur les rings (1916-1949), ce «boxeur» se tue quand son avion heurte un sommet des Açores. Un «syndicat puissant» à condition qu'il soit remis sur pied. «Tenue d'une femme» qui fait problème en France. **12.** «Usés», comme des gens sans espoir. La métaphore de l'«arme» de Damoclès éclaire la fragilité de toute entreprise humaine. Ce «pilote d'objet volant» prend le risque de faire confiance à la machine et à son savoir-faire. **13.** Cette «forme d'esprit» est une arme d'autodéfense bien utile devant les difficultés de la vie. «Déplacement massif de populations» qui peut être dû à la guerre, à la faim, à un événement climatique... **14.** Préposition. Lettres de division. Le «refuge» est un droit ancestral pour quelqu'un qui est menacé dans son pays. «Pays méditerranéen» : un peuple pauvre dans un Etat hyper riche. **15.** Un mot très fort pour désigner des «personnes qui ont perdu toute mainmise sur leur devenir». Note. En Afrique «du Sud», le boycott a favorisé le renversement de la situation d'apartheid.

Solution de la grille n° 115  
Les armes chimiques page 11